

COLOMBIE

La violence politique frappe aussi
les enfants et les adolescents

« Selon l'Institut médico-légal, 1 504 personnes âgées de moins de dix-huit ans ont été abattues en Colombie au cours de l'année 1992, et 25 autres ont été poignardées. Parmi ces victimes, 876 n'avaient pas quatorze ans ; et 222 enfants tués avaient moins de quatre ans. Cela veut dire que chaque semaine, quatre enfants qui ne sont même pas d'âge scolaire sont tués en Colombie. »
Extrait d'un article publié le 5 juillet 1993 dans Cambio 16 sous le titre « Le pays où l'on tue des enfants ».

Introduction

Le taux d'homicides en Colombie est l'un des plus élevés du monde : 28 237 meurtres ont été officiellement recensés en 1992, parmi lesquels 102 étaient des meurtres collectifs ayant fait quatre victimes ou plus. Cette violence est perpétrée par différents acteurs, et ses causes sont nombreuses. Seul un pourcentage relativement faible des homicides seraient dus à des motifs politiques : quelque 15 p. 100 d'après le conseiller à la présidence pour les droits de l'homme. Les statistiques fournies par les organisations non gouvernementales (ONG) conduisent à des conclusions similaires. Par exemple, selon la section colombienne de la Commission andine de juristes, au cours des cinq dernières années, en moyenne 10 personnes par jour ont été tuées pour des raisons politiques en Colombie. Dans le cadre de la lutte contre plusieurs mouvements de guérilla, les forces armées colombiennes et leurs auxiliaires paramilitaires ont de plus en plus souvent recours aux violations systématiques et flagrantes des droits de l'homme. Au cours des dernières années, plusieurs milliers de personnes ont été victimes d'une exécution extrajudiciaire, et des centaines d'autres ont "disparu" après avoir été arrêtées. Les groupes armés d'opposition ont également contribué à l'escalade de la violence politique en bafouant fréquemment les principes du droit humanitaire international.

Des enfants et des adolescents sont souvent victimes d'atteintes aux droits de l'homme. Une minorité d'entre eux sont visés parce qu'ils mènent des activités politiques ; pour d'autres, ce sont les activités politiques de leurs parents ou d'un autre membre de leur famille qui leur valent d'être pris pour cible. D'autres encore ont simplement été visés parce que les civils - et donc aussi les enfants - qui habitent les régions où opère la guérilla sont automatiquement considérés par les forces armées comme étant des partisans ou des sympathisants des rebelles. En outre, selon une étude réalisée récemment par le ministère colombien de la Santé, plus de 50 000 enfants sont devenus orphelins en 1992 parce que l'un de leurs parents, voire les deux, avait été assassiné. Toutefois, cette étude ne précise pas combien d'enfants sont devenus orphelins à cause de la violence politique.

Par ailleurs, plusieurs dizaines de milliers d'enfants ont été obligés de fuir leur domicile à cause du conflit civil. Ils sont venus grossir les rangs - de plus en plus fournis - des personnes déplacées qui viennent se réfugier dans les bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations, où elles tentent de survivre dans des conditions misérables et risquent de devenir la cible d'escadrons de la mort. Dans les villes, les enfants et les adolescents marginaux sont particulièrement exposés parce que certains groupes de la population considèrent qu'ils constituent une menace pour la société. Des milliers d'enfants des rues - pour la plupart desquels délits mineurs, toxicomanie et prostitution constituent le quotidien - vivent ainsi dans la crainte permanente d'être agressés.

Amnesty International a reçu un nombre croissant d'informations signalant que des adultes et des enfants qualifiés de "déchets de la société" (desechables sociales) avaient été tués lors d'"opérations de nettoyage social" (operaciones de limpieza social). Les organisations de défense des droits de l'homme en Colombie ont recensé 505 cas de personnes tuées en 1992 dans le cadre du "nettoyage social"; plus de la moitié étaient âgées de moins de dix-huit ans. La plupart de ces meurtres sont imputés à des escadrons de la mort liés à la police nationale. Un vagabond de vingt-huit ans qui vit dans les rues de Bogotá depuis l'âge de onze ans a déclaré ce qui suit : « Nous vivons dans un danger permanent. Mais pas seulement nous : les indigents, les hippies, les artisans, eux aussi sont menacés. Chaque jour, nous nous demandons si nous vivrons jusqu'au lendemain ». D'autres jeunes sont visés simplement parce qu'ils vivent dans les quartiers pauvres de grandes villes telles que Medellín ou Bogotá, où la délinquance liée à la drogue a exacerbé le climat de violence qui y régnait déjà.

Les cas décrits ci-après illustrent les divers types de violences auxquelles peuvent être soumis les jeunes en Colombie. La plupart ont été signalés dans des régions où la guérilla est particulièrement active et où, par conséquent, les forces de sécurité ont engagé des opérations anti-insurrectionnelles de grande envergure.

Comme cela arrive fréquemment dans de telles circonstances, des groupes paramilitaires, souvent créés avec l'appui des forces de sécurité, ont commencé à opérer dans ces régions. Bien que les autorités colombiennes aient déclaré ces groupes illégaux, il existe de sérieux éléments tendant à prouver qu'ils continuent d'opérer avec la collaboration de l'armée colombienne. C'est dans ce contexte que des familles entières semblent avoir été prises pour cible par des membres des forces de sécurité et des groupes paramilitaires. On ne peut affirmer que les enfants aient été délibérément visés ; cependant ils ont été victimes des opérations menées par les militaires ou les policiers contre leurs parents ou des membres de leur famille. La sécurité des enfants n'a guère été prise en considération lors de ces opérations, qui ont souvent lieu en des endroits et à des heures où ils ont toutes les chances d'être présents. À l'évidence, la dureté de cette répression contre des familles entières vise en partie à dissuader d'autres personnes de critiquer ou de dénoncer les activités illicites d'agents de l'État. En général, les forces de sécurité tentent de justifier ces homicides en affirmant que les victimes étaient des partisans ou des sympathisants de la guérilla et, après les faits, les militaires font souvent des déclarations allant dans ce sens à la presse. Néanmoins, en étudiant chaque cas il apparaît que les victimes étaient des civils innocents qui n'avaient pas pris part au conflit.

Le massacre de Riofrío

Lucelly Colorada de Ladino, 16 ans

Dora Estela Gaviria Ladino, 15 ans

Luz Edgely Tusarma, 16 ans

John Freddy Molina, 16 ans

Les quatre adolescents dont les

noms figurent ci-dessus font partie des 13 personnes qui ont été tuées en octobre 1993 lors d'une opération militaire à El Bosque, une communauté agricole de la municipalité de Riofrío (département du Valle del Cauca). Les 13 victimes - dont 12 étaient membres de deux familles du village - ont été traînées de force hors de leur domicile, avant d'être torturées puis abattues par des hommes armés qui opéraient sous les ordres du lieutenant-colonel Luis Felipe Becerra Bohórquez, commandant du bataillon Palacé basé à Buga.

Selon des témoins, des hommes vêtus de trillis ou d'uniformes de la police, dont certains portaient

des eagoules, se sont dispersés dans le village d'El Bosque. Certains se sont rendus au domicile de la famille Ladino, tandis que d'autres pénétraient dans celui de la famille Molina. Les hommes armés se sont emparés de sept membres de la famille Ladino (âgés de quinze à soixante-quinze ans) et les ont torturés. Plusieurs femmes, dont les trois adolescentes précédemment nommées, ont été violées avant d'être abattues. L'une d'elles, Lucelly Colorada de Ladino, était mère d'un bébé d'un mois. Lorsque l'on a retrouvé le corps de Luz Edgely Tusarma (seize ans), elle portait une paire de jumelles autour du cou et une grenade gisait près de sa main ; selon des témoins, ces objets avaient été placés là par des soldats pour faire croire que la jeune fille était une combattante de la guérilla. « Elle avait le visage couvert d'ecchymoses à cause des coups qu'ils lui avaient infligés » a déclaré l'un des témoins. Cinq membres de la famille Molina, dont le jeune John Fredy (seize ans), ont été conduits dans l'école, où ils ont été interrogés et passés à tabac. Ils ont ensuite été emmenés jusqu'à une autre maison du village, inoccupée, où ils ont été abattus.

Des commandants militaires ont immédiatement soutenu que ces 13 personnes étaient « des guérilleros tués au combat ». Néanmoins, cette version des faits a été démentie par les voisins des victimes, ainsi que par les autorités locales et les officiers de la police judiciaire. « Ni mon mari, ni mes beaux-parents, ni mes voisins n'étaient des guérilleros ; c'étaient tous de simples paysans qui ne s'intéressaient qu'à leur travail » a affirmé l'épouse de l'une des victimes. Le maire de Riofrío et des membres du clergé local ont publiquement déclaré que les Ladino et les Molina, installés dans la région depuis quarante ans, avaient la réputation d'être des paysans chrétiens et travailleurs.

Quelque temps après le massacre de Riofrío, le gouvernement colombien a annoncé que le lieutenant-colonel Becerra avait été rendu à la vie civile. Il s'agit là d'une mesure qui n'est pas accompagnée de sanctions, et qui semble avoir été prise essentiellement pour apaiser l'opinion nationale et internationale.

Le massacre a fait plusieurs orphelins, dont deux bébés, et a eu des effets dévastateurs sur la communauté. Au moins 18 des 22 familles du village se sont enfuies à la suite de la tuerie et leurs maisons ont été pillées.

Luis Carlos Vélez Garzón

Luis Carlos Vélez Garzón (huit ans) était le fils de Carlos Julian Vélez, député de l'Unión Patriótica (UP, Union patriotique) à l'Assemblée départementale. Il a été tué le 14 septembre 1991 en même temps que son père, sa mère (María Norma Garzón), et son oncle (Dumas Elkin Rodríguez). Selon les informations reçues, la famille a été arrêtée par un groupe d'hommes lourdement armés alors qu'elle regagnait son domicile de Mesetas (département du Meta) après avoir passé la journée à travailler dans une finca (petite ferme) appartenant au grand-père de Luis Carlos. Carlos Julian Vélez a d'abord été blessé par une grenade à main, puis abattu d'une balle dans la tête alors qu'il gisait par terre. Les corps des deux autres adultes ont été retrouvés à une centaine de mètres du véhicule. Des voisins auraient entendu les appels au secours du petit Luis Carlos, qui était blessé au ventre ; ils étaient terrorisés et craignirent dans un premier temps d'être tués à leur tour s'ils lui venaient en aide. Lorsqu'ils ont enfin osé s'approcher, trois heures plus tard, l'enfant était mort.

Carlos Julian Vélez avait déjà été victime, le 18 mars 1991, d'un attentat au cours duquel il avait été blessé en même temps que deux autres partisans de l'UP. Une enquête a été ouverte sur ces homicides, et une personne soupçonnée d'y avoir participé est actuellement détenue dans la prison de Villavicencio. Cependant, aucun de ceux qui ont organisé et dirigé l'attentat n'a été arrêté, ni déféré à la justice.

En octobre 1992, le Defensor del Pueblo (médiateur) a publié un rapport sur les assassinats politiques perpétrés à l'encontre des membres de deux partis politiques autorisés en Colombie, l'Union patriotique et le mouvement Esperanza, Paz y Libertad (Espérance, paix et liberté). Il souligne dans ce document que le fait que ces homicides soient souvent annoncés à l'avance font de ces attentats la forme de violence la plus cruelle en Colombie. Lorsque des enquêtes ont été ouvertes sur ces homicides, elles ont été entachées d'irrégularités qui ont entravé leur bon déroulement et leurs résultats n'ont pas été concluants. Malgré les nombreux éléments de preuve, peu d'enquêtes ont abouti à l'identification des responsables des violations aux droits de l'homme ; plus rares encore sont celles qui ont donné lieu à des poursuites. Le plus grave est que le peu de mandats d'arrestation qui ont été émis à l'encontre de responsables de violations n'ont pas été exécutés ou que, lorsque que ces personnes ont été arrêtées, les poursuites judiciaires engagées contre elles

n'ont pas abouti. Cette absence de mesures à l'encontre des coupables contribue à créer un climat d'impunité qui est en partie à l'origine du grand nombre de violations des droits de l'homme en Colombie.

La famille Ayure Quintero

Le 15 mai 1992 vers 16 heures, à la vereda (le hamreau) Santander, dans la municipalité de La Uribe (département du Meta), des membres de la brigade mobile n° 1 de l'armée ont attaqué le domicile de la famille Ayure ; cinq enfants se trouvaient dans la maison, en compagnie de leur mère et de deux membres présumés du mouvement de guérilla Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie). Ces derniers ont été tués au cours de l'offensive, de même que la jeune Marta Cecilia Ayure Quintero, âgée de onze ans. La maison a été détruite. Matilde Quintero (quarante-cinq ans) et sa fille Sandra Milena Ayure Quintero (six ans) ont toutes deux été blessées ; elles ont été emmenées à bord d'un hélicoptère de l'armée jusqu'à l'hôpital militaire de Bogotá, où elles ont été détenues au secret jusqu'à ce qu'une requête en habeas corpus soit introduite en leur nom et que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soit intervenu. Elles ont alors été transférées à l'hôpital San Ignacio, qui est dirigé par des jésuites. Les trois autres enfants - Graciela (treize ans), Yaneth (neuf ans) et Ismenia (deux ans) - ont été conduits dans les locaux du bataillon 21 Vargas à Granada (département du Meta). Les militaires ont également enlevé le corps de Marta Cecilia Ayure ; on pense qu'elle a été enterrée clandestinement à Granada.

Les trois enfants ont été détenus par le bataillon 21 Vargas pendant treize jours avant d'être conduits au foyer pour enfants Rafael Uribe, à La Uribe (département du Meta). Le 3 juin 1992, leur père, Eusebio Ayure Bolaños, a demandé au directeur régional de l'Institut colombien du bien-être familial d'intervenir pour permettre aux enfants de rejoindre le reste de la famille à Bogotá. Le lendemain, Matilde Quintero, qui était toujours hospitalisée dans la capitale, a reçu un coup de téléphone l'informant que des religieuses avaient emmené ses filles pour les conduire à Bogotá. Peu avant, pourtant, un porte-parole de l'Institut colombien du bien-être familial avait décelé au père des enfants, ainsi qu'à son avocat et à M. Mariana Escobar (du Bureau des conseillers à la présidence), que les fillettes se trouvaient toujours au foyer pour enfants de La Uribe. Le 4 juin 1992, cependant, les enfants ne s'y trouvaient plus ; finalement, ils ont pu retrouver leur père à Bogotá. Eusebio Ayure Bolaños cherche toujours à localiser et à faire exhumer le corps de Marta Cecilia.

Luis Ernesto Ascenio

Luis Ernesto Ascenio (quinze ans) a "disparu" le 26 janvier 1993 après être parti de la ferme où il travaillait dans le hamreau de Mesa Rica (département du Norte de Santander). Il s'était mis en route après avoir appris que la ferme de ses parents était occupée par des membres de la brigade mobile n° 2 de l'armée, qui étaient apparemment à la recherche de son père, Abraham Ascenio. Luis Ernesto Ascenio était inquiet pour sa famille. Il semble que la ferme ait été occupée pendant environ neuf jours, jusqu'au 1^{er} février 1993 ; durant tout ce temps, la mère et les jeunes frères et sœurs de Luis Ernesto ont été gardés en otages, sans pouvoir sortir ni recevoir de visites.

On est resté sans nouvelles de Luis Ernesto Ascenio jusqu'aux 21-22 mai 1993, date à laquelle le Bureau des enquêtes spéciales des services du procureur général, conjointement avec le tribunal pénal militaire, a fait exhumer 15 corps non identifiés dans le cimetière central d'Ocaña (département du Norte de Santander). Les proches de Luis Ernesto Ascenio ont identifié son corps grâce à ses sous-vêtements et à une ceinture. Sa dépouille avait été vêtue d'un treillis militaire. À peu près à la même époque, plusieurs autres civils ont "disparu" dans la région après avoir été arrêtés par des soldats des brigades mobiles ; plus tard, les militaires ont remis leurs corps aux autorités civiles en affirmant qu'ils avaient été « tués au combat ».

Marcos Ortiz González

Marcos Ortiz González (dix-sept ans) a été tué le 28 février 1993 en même temps qu'Epiménio Rodríguez Guzmán, un dirigeant associatif. Ce jour-là, selon les informations reçues, une cinquantaine de membres du bataillon 21 Vargas ont fait irruption dans un bâtiment public de la

. *Procédure permettant la comparution immédiate du détenu devant une autorité judiciaire, afin de contester la légalité de la détention et de permettre ainsi une éventuelle remise en liberté.*

communauté de Miraflores, à San Juan de Arama (département du Meta), et ont ouvert le feu sur les personnes présentes. Certains, comme Marcos Ortiz González, ont été tués sur le coup ; d'autres ont été blessés, notamment Cecilia Rusinque et Samuel Zambrano ; d'autres encore sont morts des suites de leurs blessures.

Les enfants menacés par les militaires

La famille Pérez

Quatre enfants âgés de neuf à dix-sept ans ont été menacés de mort par des militaires qui étaient à la recherche de leur père, Ramón Alirio Pérez Vargas ; celui-ci s'était plaint d'avoir été torturé. Ramón Alirio Pérez Vargas avait été arrêté en novembre 1993 par des soldats du bataillon Maza à Cúcuta (département du Nord de Santander), en même temps que deux autres hommes. Tous trois avaient été conduits jusqu'à une zone rurale à la périphérie de la ville, où ils avaient été torturés plusieurs heures durant. L'un des prisonniers était mort sous la torture. Ramón Alirio Pérez Vargas quant à lui avait souffert de graves blessures aux oreilles, à la bouche et aux testicules. Les militaires l'avaient relâché sans inculpation deux jours plus tard, à la condition qu'il garde le silence sur les supplices endurés et qu'il accepte de collaborer avec les services de renseignements de l'armée. Sitôt libéré, cependant, Ramón Alirio Pérez Vargas avait dénoncé l'arrestation arbitraire et la torture dont il avait été victime, ainsi que la mort de son compagnon, auprès des autorités civiles locales et des fonctionnaires chargés de la défense des droits de l'homme ; il avait également identifié le militaire responsable de ces actes. À la suite de cette dénonciation, Ramón Alirio Pérez Vargas fut la cible de menaces répétées et entra dans la clandestinité. Depuis, ses enfants - Cecilia Johnaid Pérez (dix-sept ans), Roger Farid Pérez (quinze ans), Jason Alirio Pérez (douze ans) et Nicole Saïd Pérez (neuf ans) - ont tous fait l'objet de menaces. Plusieurs membres de l'armée, notamment le lieutenant qui serait responsable des actes de torture et de la mort d'un des prisonniers, ont menacé de tuer les quatre enfants si Ramón Alirio Pérez Vargas ne revenait pas sur ses déclarations.

Ever Ariza, Fernando Ortega et John Freddy Ortega

Les enfants ayant assisté à des violations des droits de l'homme perpétrés par les forces de sécurité risquent aussi d'être victimes de représailles. Ever Ariza (treize ans) Fernando Ortega (dix ans) et John Freddy Ortega (huit ans) étaient présents lorsque la mère de ces deux derniers et deux autres adultes ont été arrêtés en octobre 1993 par des soldats de la brigade mobile n° 2 de l'armée, à La Gabarra, dans la municipalité de Tibú (département du Nord de Santander). Plus tard dans la journée, les corps des trois adultes - Ángel de Jesús Ariza, Alvaro Blanco et Edilia Ortega - ont été abandonnés par les militaires à l'entrée de l'évêché à Tibú, où ils sont restés plusieurs heures avant d'être ramassés ; ils présentaient d'importantes traces de torture. Quelques jours après ces meurtres, les mêmes soldats sont retournés au village à la recherche des enfants qui, ont-ils affirmé, étaient les seuls témoins de l'arrestation. Les proches des victimes et des membres de la communauté craignent pour la sécurité des trois enfants.

Le "nettoyage social"

L'élimination de personnes considérées comme des "déchets" de la société est devenue endémique dans les grandes villes colombiennes. Ces assassinats, qui visent notamment les enfants des rues, les clochards et les délinquants présumés, sont habituellement qualifiés d'opérations de "nettoyage social" et sont imputés à des escadrons de la mort. Il est difficile d'établir des statistiques dans ce domaine, car bon nombre de cas ne sont jamais recensés, mais selon une estimation, au moins 1 900 personnes auraient ainsi été tuées entre 1988 et 1992. Souvent, les corps des victimes présentent des traces de torture ou des mutilations ; dans la plupart des cas, les assassins ne sont jamais découverts. Nombre de corps ne sont jamais identifiés, et les enquêtes, bien que systématiquement ouvertes, ne donnent le plus souvent aucun résultat. Pourtant, dans plusieurs cas, des éléments ont prouvé que les escadrons de la mort étaient composés de membres des forces de sécurité, et plus particulièrement de la police nationale, et qu'ils étaient souvent soutenus par des commerçants locaux. Parfois, ces escadrons de la mort annoncent publiquement qu'ils vont entreprendre des opérations de "nettoyage". En août 1993, par exemple, des affiches sont apparues dans le centre de Bogotá, annonçant l'extermination des « délinquants ». Ornées d'une croix noire, elles informaient la population que « les industriels, les commerçants et les organisations civiques » l'invitaient à assister aux funérailles des « délinquants » opérant dans le centre de la capitale.

Le "Plan gangs" de Cali

En septembre 1993, un haut responsable du conseil municipal de Cali, au sud-ouest de la Colombie, a accusé la police d'avoir assassiné 12 jeunes en l'espace de trois mois. Le conseiller pour la paix auprès de la ville affirmait que ces meurtres visaient à saper l'Operación Pandilla (le "Plan gangs"), une campagne municipale pour le désarmement et la réinsertion des bandes d'adolescents opérant dans la ville, qui avait été lancée en mai 1993 sous les auspices de la ville de Cali et du Conseil pour le développement, la sécurité et la paix. Dans le cadre de cette initiative, plus de 200 jeunes appartenant à des gangs avaient déjà accepté de remettre leurs armes et de participer à des programmes de réinsertion. Le conseiller pour la paix a signalé qu'il avait reçu des menaces de mort après avoir publiquement accusé la police du meurtre de 12 jeunes participant à la campagne.

Les violences à Medellín

Des dirigeants associatifs, des étudiants et des jeunes chômeurs habitant dans des bidonvilles ont souvent été menacés et tués par des escadrons de la mort. Dans bien des cas, ces homicides semblaient intervenir en représailles d'une agression contre des policiers. En effet, dans la ville de Medellín par exemple, les trafiquants de drogue embauchent souvent des jeunes comme tueurs à gages, pour attaquer des membres de la police. Pour se venger, les policiers se rendent dans les quartiers pauvres et tuent des jeunes au hasard.

En novembre 1992, par exemple, deux policiers ont été abattus dans le centre de Medellín. Quelques heures plus tard, 12 hommes masqués et équipés d'armes automatiques sont arrivés à Villatina, un quartier pauvre de la banlieue, et ont abattu neuf jeunes gens : Giovanni Vallejo Restrepo (quinze ans), Oscar Andrés Ortíz Toro (dix-sept ans), Ricardo Alexander Hernández (dix-sept ans), Marlon Alberto Álvarez (dix-sept ans), Mauricio Ramírez Higuaita (vingt-quatre ans), Yonny Alexander Cardona (dix-sept ans), Ángel Alberto Barón Miranda (seize ans), Geovanny Alberto Valero (huit ans), et Johana Mazo Ramírez (huit ans). Six des victimes ont été tuées lorsque les hommes armés ont fait irruption dans un café et ont tiré aveuglément sur l'assistance. Johana Mazo Ramírez, qui avait une jambe dans le plâtre, était assise devant un magasin de l'autre côté de la rue, en compagnie de deux autres personnes. Toutes trois ont assisté à l'attaque qui se déroulait en face. Les agresseurs ont alors traversé la rue et ont abattu ces trois témoins à bout portant. Sept des victimes étaient membres de Caminantes del futuro (Marcheurs de l'avenir), une association de jeunes chrétiens.

John Alberto Muñoz Pulgarín, 17 ans

Marta Isabel Tamayo Gil, 16 ans

Astrid Janeth Muñoz Pulgarín, 18 ans

John Alberto Muñoz Pulgarín aurait été arrêté par des policiers en uniforme qui circulaient à moto, le 7 novembre 1992 vers 15 heures, alors qu'il se trouvait à Franjez, un quartier de Medellín. Accusé d'avoir attaqué une patrouille de police, l'adolescent a été conduit au commissariat de Manrique. Le lendemain, 8 novembre, il a été remis à la division F-2 des services de renseignements de la police, qui l'a conduit plus tard au commissariat pour mineurs du nord de la ville. À 17 heures, John Alberto Muñoz Pulgarín a fait une déclaration sous serment devant un juge, lequel a immédiatement ordonné sa remise en liberté pour faute de preuve. Relâché à 19 h 45, John Alberto Muñoz Pulgarín a quitté le commissariat en compagnie de sa mère, Luiz Miriam Pulgarín Jaramillo, de sa sœur Astrid Janeth Muñoz Pulgarín et de sa petite amie Marta Isabel Tamayo Gil. Des témoins les ont vus monter tous les quatre dans un taxi jaune, mais personne ne les a jamais revus depuis. Des groupes locaux de défense des droits de l'homme ont dénoncé ces "disparitions" auprès du ministère public régional.

Les violences à Cúcuta

En décembre 1991, huit fosses communes contenant 17 cadavres ont été découvertes dans la banlieue de Cúcuta, une ville située dans le nord de la Colombie, à la frontière vénézuélienne. Tous les corps présentaient des traces de torture et certains avaient été mutilés, probablement pour empêcher leur identification. Les autorités policières locales ont aussitôt déclaré que ces homicides avaient un rapport avec un réseau de narcotrafiquants opérant au Venezuela et en Colombie, en liaison avec la mafia italienne. Parmi les victimes figuraient Nohelia Santiago Lozano, âgée de seize ans, sa sœur

Nelsy Durán Lozano, et le petit ami de celle-ci, Manuel Peña Garzón, qui s'étaient rendus à Cúcuta pour acheter des vêtements. On a également retrouvé le corps de Norha Luz Grass García, une avocate "disparue" deux mois plus tôt, et celui de son chauffeur, William Bermúdez Carvajal. De nombreux corps n'ont pu être identifiés, et les mobiles de ces homicides n'ont souvent pas pu être élucidés. Cependant, dans le cas de José de Jesús Olarte dont le corps a été trouvé dans une des fosses communes, on sait qu'il avait assisté en novembre 1991 à l'arrestation d'un camionneur, Pedro Antonio Granados, par des membres de la division F-2 des services de renseignements de la police. Le camionneur avait ensuite "disparu" et José de Jesús Olarte ainsi que deux autres témoins, José Florez et Jesús Peña, avaient été enlevés et avaient "disparu" avant de pouvoir témoigner dans l'enquête sur la "disparition" de Pedro Antonio Granados.

Dans certains cas, il semble que les homicides n'aient pas eu de mobiles.

Roison Mora Rubiano

Le 22 juin 1993, Roison Mora Rubiano (seize ans), son frère Jimmy Roberto (dix-neuf ans), et un de leurs amis nommé Harold ont quitté le chantier où ils travaillaient, dans le quartier de Bosa à Bogotá, et ont pris un autobus pour rentrer chez eux. L'autobus ne suivant pas le trajet habituel, les trois adolescents sont descendus pour continuer à pied. Vers 17 h 45, ils se sont arrêtés sur un pont de l'avenue Boyacá, à l'endroit où elle surplombe l'avenue Ciudad Bolívar, et se sont mis à lancer des pierres sur les autobus qui passaient au-dessous. L'un des autobus transportait des militaires en uniforme. Roison Mora Rubiano aurait alors crié à son frère et à son ami de se mettre à courir s'ils ne voulaient pas recevoir une correction. Les adolescents ont couru sur une courte distance, puis se sont arrêtés. L'un d'eux s'est retourné et s'est aperçu que deux soldats armés étaient descendus de l'autobus pour les attraper. Les trois garçons se sont alors remis à courir pour échapper à leurs poursuivants. Un camionneur a déclaré que deux hommes armés, vêtus d'uniformes militaires, lui avaient fait signe de s'arrêter pour monter à bord de son véhicule ; il les avait ensuite déposés sur le pont. Un témoin a raconté qu'il avait vu les soldats pourchasser Roison Mora Rubiano et les deux autres garçons, et qu'il avait entendu des coups de feu durant quatre ou cinq minutes. Il avait alors supposé que les soldats tiraient en l'air. Il a ensuite vu revenir les soldats, et ceux-ci sont montés dans un autobus qui allait vers le nord. Jimmy Roberto et Harold, de leur côté, ont raconté qu'en entendant des coups de feu derrière eux, ils ont eu encore plus peur et se sont jetés par terre pour se protéger. Ils ont vu tomber Roison ; Jimmy a eu que son frère se couchait lui aussi sur le sol pour s'abriter, mais Harold a déclaré : « Roison est mort ». L'adolescent avait été abattu d'une balle dans la nuque.

Peu après, une patrouille de police est arrivée sur les lieux ; les policiers ont déclaré qu'ils venaient s'occuper de l'affaire et qu'il y avait un garçon blessé. C'est à ce moment-là que le témoin a compris que les soldats n'avaient pas tiré en l'air. Roison Mora Rubiano vivait toujours. Au total, huit patrouilles de police venues de différents commissariats se sont rendues sur place. Roison a été emmené à l'hôpital de Meissen, où il est mort plus tard. Lorsque ses parents sont allés à l'hôpital pour le voir, vers 20 heures, ils sont tombés sur deux inconnus qui ont affirmé être des proches de la victime. Ces hommes ont ensuite admis être des membres de la division B-2 des services de renseignements militaires.

Les deux soldats responsables de cet homicide n'ont pas été identifiés.

María de los Angeles Parra Bernal

María de los Angeles Parra Bernal (treize ans) a été tuée au cours d'une fête d'anniversaire. Un policier, Luis Eduardo Ramírez, a fait irruption dans la maison et a tiré sur l'adolescente parce qu'elle refusait d'aller danser avec lui. Le frère du meurtrier aurait alors porté le corps de María de los Angeles dehors et l'aurait déposé sur le trottoir. Il serait ensuite rentré dans la maison pour dire aux autres enfants : « Il ne s'est rien passé ici ». Depuis, la famille de la victime a reçu des menaces pratiquement tous les jours.

Sandra Catalina Vázquez Guzmán

En mars 1993, l'opinion publique colombienne a été horrifiée en apprenant par la presse qu'une petite fille de dix ans, Sandra Catalina Vázquez Guzmán, avait été violée et tuée dans un commissariat de police de Bogotá. La fillette s'était rendue au poste de police pour chercher son père, un policier.

Elle a été retrouvée morte dans des toilettes, au troisième étage du III^e commissariat de police. Le chef de la police de Bogotá, Oscar Peláez Carmona, a déclaré dans un premier temps que la petite Sandra avait été tuée par son propre père le 28 février 1993. À l'issue d'une enquête interne, le chef du III^e commissariat, le chef adjoint, un lieutenant, un sergent et trois autres policiers ont été renvoyés de la police pour faute par négligence ou manquement à une obligation, pour avoir laissé entrer la fillette dans le commissariat. Le père de l'enfant risque également d'être révoqué pour « accumulation de sanctions ». Cette décision doit encore être ratifiée par le directeur de la police, le général Miguel Ángel Gómez Padilla, pour devenir effective. Une enquête judiciaire est toujours en cours pour identifier le ou les responsables du viol et de l'homicide.

Cette affaire a déclenché un débat national sur le rôle des policiers, et a conduit à la création d'une commission de réforme de la police. Il reste à déterminer si ces réformes se révéleront plus efficaces que celles qui ont été mises en œuvre en février 1992.

Les enfants victimes de torture

Marela Becerra Pinzón, 2 ans

Le 7 novembre 1992, Luis Fernando Martínez, sa compagne Songbia Pinzón et la fille de cette dernière, Marela Becerra Pinzón (deux ans) ont été torturés chez eux, à Sabaneta (département de Santander), par des membres de la brigade mobile n° 2 de l'armée.

Selon leurs propres témoignages, Luis Fernando Martínez et Songbia Pinzón étaient en train de dormir lorsque, vers 1 h 30 du matin, ils ont été réveillés par cinq membres de la brigade mobile n° 2 de l'armée, laquelle était basée temporairement au commissariat de Sabaneta, situé non loin de là. Les soldats auraient tambouriné contre la porte en réclamant qu'on leur ouvre, déclarant qu'ils venaient chercher des armes qui seraient cachées dans la maison. Lorsque Luis Fernando Martínez a ouvert la porte, l'un des soldats est entré et lui a braqué un revolver sur la poitrine pendant que les quatre autres soldats pénétraient dans la chambre où Songbia Pinzón et ses enfants étaient couchés ; ils se sont jetés sur la jeune femme et ont essayé de la violer. Luis Fernando Martínez a supplié les soldats de la laisser tranquille, mais ceux-ci auraient alors menacé de le tuer si sa compagne ne se pliait pas à leurs exigences. Le soldat qui menaçait Luis Fernando Martínez de son arme a entraîné ce dernier sur le seuil de la maison et a tiré un coup de feu en l'air. À ce moment-là, deux des soldats sont sortis et sont partis en direction de leur base. Deux des autres soldats ont menacé Luis Fernando Martínez de l'emmener à la base, et le troisième, celui qui le tenait en joue, a commencé à le conduire dans cette direction, tout en proférant des insultes et des menaces à son égard. Sur le chemin, ils sont passés devant la maison de la mère de Luis Fernando Martínez, et celui-ci s'est mis à crier qu'on était en train de l'arrêter. Le soldat l'aurait alors frappé à coups de poings en menaçant de l'abattre. Alertée par les appels au secours de son fils, la mère de Luis Fernando Martínez est sortie et s'est mise à supplier le soldat jusqu'à ce que son fils soit autorisé à aller chez elle. Le soldat a alors déclaré à Luis Fernando Martínez qu'il serait abattu s'il retournait chez lui.

Songbia Pinzón a déclaré que l'un des deux soldats qui étaient restés l'a conduite dans le patio avec son fils de trois ans. Là, le soldat l'a violée, après l'avoir avertie que Luis Fernando Martínez serait tué si elle ne se laissait pas faire. Elle a ajouté que le soldat semblait être sous l'emprise de l'alcool ou d'une drogue. Elle a entendu hurler sa fille de deux ans, qui se trouvait dans une autre pièce avec le bébé de huit mois, mais le soldat l'a empêchée d'aller voir la fillette. Songbia Pinzón affirme qu'elle a alors été violée de nouveau, par le soldat qui avait emmené Luis Fernando Martínez et qui était revenu. Lorsque les deux soldats sont allés dans la chambre à la recherche d'un pistolet égaré, elle les a suivis et a trouvé sa fille Marela, âgée de deux ans, à demi inconsciente et en sang. Elle avait été violée par le troisième soldat, qui s'était ensuite endormi sur le lit de l'enfant.

La petite Marela Becerra Pinzón a été examinée par un médecin, et les sévices et actes de tortures subis par cette famille ont été dénoncés auprès des autorités locales et régionales, notamment auprès du Personero (médiateur local) de Sabana de Torres et du ministère public régional de Bucaramanga.

En mai 1993, à la suite d'une réaction massive de l'opinion publique internationale déclenchée par Amnesty International, le conseiller à la présidence pour les droits de l'homme a informé l'Organisation qu'il avait appris par le ministère de la Défense qu'à l'issue d'enquêtes préliminaires ouvertes sur cette affaire, les soldats impliqués avaient été officiellement inculpés de violences

sexuelles avec circonstances aggravantes, de violences sexuelles contre une personne vulnérable, de viol et d'association de malfaiteurs. Quatre soldats du bataillon n° 18 "Cimarrones", une unité de lutte anti-insurrectionnelle rattachée à la brigade mobile n° 2, ont été détenus dans une prison militaire, avant d'être transférés à la prison civile de Barrancabermeja. Aucun autre renseignement relatif à l'enquête n'a été reçu depuis.

La famille Rodríguez

Luis Francisco Rodríguez (cinquante-trois ans) habite dans la municipalité de Puerto Rico (département du Meta), où il possède une petite ferme. Le 4 août 1995, une patrouille militaire est arrivée dans la région pour y rechercher des guérilleros. Ils ont fouillé la maison des Rodríguez et y ont trouvé quatre livres : un ouvrage de philosophie, un ouvrage d'économie politique, un dictionnaire, et un livre intitulé Lénine. Ils ont également trouvé une pièce d'un fusil de calibre 20. Le capitaine qui commandait la patrouille a alors cru que Luis Francisco Rodríguez était un guérillero et s'est mis à l'injurier en le rouant de coups. Puis il a emmené Luis Francisco Rodríguez ailleurs, et un autre soldat l'a frappé sur le bras avec un fusil, l'a jeté à terre et l'a de nouveau roué de coups. Luis Francisco Rodríguez porte encore des traces de ces coups sur le dos, le ventre et la poitrine. Après cela, il a été battu avec la crosse d'un revolver et avec sa propre machette. Il a été saisi par les chevreaux, cogné contre le sol, et frappé au visage à coups de poing. On voulait lui faire avouer qu'il avait aidé les guérilleros. Ensuite, on lui a bouché le nez avec du ruban adhésif, lui a placé une serviette sur la tête, et on lui a versé de l'eau dans la bouche jusqu'à ce qu'il s'étouffe. Puis on lui enroulé cette même serviette autour de son cou, il a été ligoté à l'aide d'une corde et conduit à environ 150 mètres de la maison, où il y avait un grand arbre. Les soldats ont alors fait passer la corde au-dessus d'une branche et ont commencé à tirer, jusqu'à ce que Luis Francisco Rodríguez ne touche plus le sol qu'avec la pointe des pieds. Les soldats ont répété cette opération quatre fois ; à chaque pause, ils interrogeaient Luis Francisco Rodríguez sur la guérilla. Ensuite, ils l'ont obligé à s'allonger par terre, sur le dos, et lui ont plongé le canon d'un revolver dans la bouche. Ils l'ont retiré le temps de dire à Luis Francisco Rodríguez qu'ils allaient tirer s'il n'avouait pas, puis l'ont enfoncé de nouveau dans sa bouche, quatre fois de suite. Luis Francisco Rodríguez a déclaré qu'il n'allait pas avouer quelque chose dont il ne savait absolument rien.

Pendant ce temps, son fils Alirio Rodríguez (quinze ans) était également torturé. Ils l'ont ligoté et l'ont plongé sous l'eau jusqu'à la limite de l'asphyxie. Ensuite, ils l'ont tiré dehors et lui ont dit qu'ils allaient le conduire auprès des guérilleros. Ils l'ont sommé d'avouer que son père avait apporté des vivres aux rebelles, et qu'il était responsable des milices. Comme l'adolescent a répondu que ce n'était pas vrai, les soldats l'ont replongé dans l'eau. Ce traitement s'est prolongé durant environ deux heures. Dans le même temps, des soldats ont déclaré à Marina Arce, l'épouse de Luis Francisco Rodríguez, qu'ils allaient placer une bombe dans la maison pour se débarrasser d'eux, parce qu'ils avaient aidé les guérilleros en leur donnant des vivres. Ils ont également dit à Marina Arce, qui était enceinte, qu'ils espéraient qu'elle allait faire une fausse couche, comme c'était arrivé à une combattante de la guérilla qu'ils avaient faite prisonnière. Ils ne lui ont pas permis de préparer le déjeuner des deux autres enfants, Rovison (huit ans) et Leonardo (six ans), qui ont également été interrogés sur les guérilleros.

Vers midi, les soldats ont rendu les quatre livres à Alirio Rodríguez et à son père, puis les ont obligés à les suivre dans la montagne, pendant environ une heure. Aux alentours de 16 heures, le capitaine leur a déclaré qu'il allait les relâcher, mais qu'il brûlerait les livres. Il a demandé au lieutenant de la patrouille de préparer une note à leur faire signer, dans laquelle ils déclareraient avoir été bien traités. Tous deux ont d'abord refusé de signer ce document, mais comme les soldats leur ont dit qu'ils ne seraient pas libérés s'ils ne signaient pas, ils ont fini par obtempérer. Plus tard, Luis Francisco Rodríguez et son fils ont dénoncé les auprès de groupes de défense des droits de l'homme, les mauvais traitements dont ils avaient été victimes.

Les enfants pris entre deux feux

Des cas où des enfants et des adolescents s'étaient retrouvés sous les feux croisés des groupements de guérilla et des forces de sécurité ont également été signalés. Ni les militaires, ni les rebelles n'ont respecté les principes du droit humanitaire international, en vertu desquels ils sont tenus de protéger l'intégrité physique des civils non combattants dans les zones de conflit. La pratique qui

consiste pour l'armée et les guérilleros à occuper des centres médicaux ou des écoles de village, a eu de graves répercussions qui se sont soldées par des blessés et des morts.

En mars 1992, par exemple, dans la communauté rurale de La Paramillo (département du Cauca), des soldats affectés à la lutte anti-insurrectionnelle et rattachés au bataillon Numancia ont attaqué une école primaire qui avait été occupée comme base provisoire par les rebelles de l'Ejército Popular de Liberación (EPL, Armée populaire de libération). Lorsque les soldats ont ouvert le feu sur le bâtiment, 22 enfants se trouvaient à l'intérieur avec leur instituteur. Duván Muñoz Gallardo, âgé de huit ans, et une petite fille nommée Mónica sont morts au cours de l'affrontement qui a duré une vingtaine de minutes ; trois autres enfants ont été blessés. Duván Muñoz Gallardo a reçu une balle dans la poitrine alors qu'il courait se réfugier dans un coin de la salle de classe. L'instituteur a alors fait coucher les autres enfants sous les lits ; trois d'entre eux ont cependant été blessés par des éclats des grenades lancées par les soldats. Par la suite, les enfants ont raconté que lorsqu'ils avaient appelé au secours, les soldats les avaient d'abord insultés : « Allez vous faire foutre, connards ! Vous n'avez qu'à appeler vos mamans à l'aide ». Puis, comme les enfants continuaient d'appeler au secours, les soldats ont cessé de tirer et ont accepté de les laisser sortir du bâtiment. Néanmoins, les enfants ont déclaré qu'au moment où ils ont franchi la porte d'entrée avec leur instituteur, ils ont dû rouler aussitôt derrière un talus pour se mettre à l'abri, parce que les soldats s'étaient remis à tirer.

Le 12 août 1995 vers 9 heures du matin, à Siberio, un hamceau de la municipalité d'Orito (département de Putumayo), six membres d'une même famille, âgés de six à seize ans, ont été tués par l'explosion d'une grenade qui se trouvait à l'endroit où les enfants avaient coutume de jouer. Il semble que les enfants aient ramassé la grenade et qu'ils essaient de la désamorcer lorsqu'elle a explosé, provoquant la mort de Roger Mario Yela Rengifo (seize ans), Waimen Antonio Yela Rengifo (quatorze ans), Jhon Keni Yela Rengifo (huit ans), Yelma Lucia Yela Rengifo (six ans), Olga Yami González Rengifo (huit ans), et Yásmín González Rengifo (six ans). Un autre garçon, Humberto Yela Rengifo (douze ans), a survécu à l'explosion, probablement parce qu'il se tenait à l'écart du groupe ; il a cependant été gravement blessé. Les militaires ont déclaré qu'il s'agissait d'un type de grenade qu'ils n'utilisaient plus. On pense qu'elle a pu être abandonnée là par un groupement de guérilla qui, environ neuf mois plus tôt, avait organisé un attentat contre la Batería Churugaco, propriété d'Ecopetrol.

Les civils ne sont pas seulement exposés aux feux croisés des parties adverses ; il arrive aussi qu'ils soient blessés ou tués par l'explosion de mines terrestres semées par les organisations de guérilla, ou bien lors d'attaques visant des objectifs militaires. En février 1992, par exemple, l'Ejército de Liberación Nacional (ELN, Armée de libération nationale) a attaqué une patrouille de l'armée dans la banlieue de San Vicente de Chucurí (département de Santander). Une bombe placée sur le bas-côté de la route a été déclenchée par télécommande au moment où passait la patrouille. Un groupe d'enfants qui sortait de l'école a été fauché par la déflagration. Deux garçons de sept ans, Edison Alberto García Nova et René Armando Díaz Luna, ont été tués, et plusieurs autres enfants ont été blessés. Plus tard, cet attentat a été revendiqué par l'ELN, qui a déclaré « déplorer » les victimes civiles.

Les mesures à prendre pour protéger les enfants

Amnesty International recommande au gouvernement colombien de mettre en œuvre les mesures suivantes pour assurer la protection des enfants :

- r le gouvernement colombien devrait faire en sorte que les enfants soient totalement protégés par la législation ;
- r tous les cas de menaces et de violations des droits fondamentaux à l'encontre d'enfants doivent faire l'objet d'une enquête approfondie par un tribunal civil, et les auteurs de ces actes doivent être déférés à la justice ;
- r le gouvernement colombien devrait prendre des mesures pour mettre un terme aux menaces et manœuvres de harcèlement et d'intimidation visant des enfants ;
- r dans le cadre du conflit qui oppose les forces de sécurité régulières et la guérilla, toutes les mesures nécessaires devraient être prises pour s'assurer que les civils, et notamment les enfants, ne risquent pas d'être pris sous les feux croisés des parties adverses ou blessés par des mines.

Que pouvez-vous faire ?

Amnesty International organise une Campagne internationale destinée à mieux faire connaître la situation en matière de droits de l'homme en Colombie et à inciter le public à agir. Individuellement ou en groupe, vous pouvez faire quelque chose pour aider les enfants colombiens.

Comment faire connaître ce qui se passe vraiment en Colombie ?

Contactez le bureau d'Amnesty International de votre pays : il vous indiquera comment agir. Peut-être pourrez-vous participer à des manifestations publiques, faire circuler des pétitions, lancer des appels, exercer des pressions et envoyer des messages de soutien au peuple colombien.

Parlez autour de vous de la Colombie, faites circuler les documents d'Amnesty International et soulevez le problème des droits de l'homme en Colombie dans tous les groupes ou associations dont vous faites partie. Envoyez des lettres ou des articles aux journaux, aux revues.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre *Colombia: Children and minors: victims of political violence*. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAL - septembre 1994.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :